

Unité départementale de l'Eure
12 rue de Melleville
27930 ANGERVILLE LA CAMPAGNE

ANGERVILLE LA CAMPAGNE, le
04/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

NUFARM SA

USINE NOTRE DAME DE LA GARENNE
27600 Gaillon

Références :

Code AIOT : 0005800370

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2023 dans l'établissement NUFARM SA implanté Grande Allée Zone industrielle secteur C Notre Dame de la Garenne 27600 Gaillon. L'inspection a été annoncée le 17/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NUFARM SA
- Grande Allée Zone industrielle secteur C Notre Dame de la Garenne 27600 Gaillon
- Code AIOT : 0005800370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société NUFARM pratique sur son site de Gaillon :

- la synthèse
- la formulation
- et le conditionnement

d'herbicides, de fongicides et d'insecticides ainsi que de régulateurs de croissance.

Les installations du site NUFARM de Gaillon sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral

n°D1-B1-15-176 du 18 février 2015 modifié autorisant l'exploitation de l'établissement.

Le site est classé SEVESO Seuil Haut, compte-tenu des quantités de produits toxiques et dangereux pour l'environnement, fabriqués et stockés sur le site (rubriques 4120, 4130, 4510 et 4511).

Il est également identifié comme prioritaire IED (rubrique principale 3440 – Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique de produits phytosanitaires).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- surveillance des rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Valeurs limites des concentrations et périodicités de mesures	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 3.2.4.2 à 3.2.5.11 et 9.2.1.2 à 9.2.1.11	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Dossier de réexamen	Code de l'environnement du 09/05/2017, article 515-71-I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au cours de la visite d'inspection, l'inspection des installations classées a constaté le non-respect des prescriptions relatives à la surveillance des rejets atmosphériques. Toutefois, l'inspection relève également que les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation sont pour beaucoup inadaptées aux activités des ateliers. En tout état de cause, l'exploitant doit respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 02/02/98 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

L'inspection des installations classées propose donc de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de cet arrêté relatives aux valeurs limites des concentrations de polluants rejetés (article 27 et annexe III) et aux les périodicités des mesures (article 59).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs limites des concentrations et périodicités de mesures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 3.2.4.2 à 3.2.5.11 et 9.2.1.2 à 9.2.1.11
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations et périodicités de mesures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conduit n°PRA25 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Poussières : 40 mg/Nm3 - HCN : < Seuil de détection - Composés CMR (poussières phytosanitaires) : < Seuil de détection - COV listés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2/02/1998 : < Seuil de détection - COV de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 : < Seuil de détection. <p>→ Périodicités : semestrielles.</p> <p>Conduit n°PRA30 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Poussières : 40 mg/Nm3 - HCN : < Seuil de détection - Composés CMR (poussières phytosanitaires) : < Seuil de détection - COV listés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2/02/1998 < Seuil de détection - COV de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 < Seuil de détection. <p>→ Périodicités : semestrielles.</p> <p>Conduit n°PRA31 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Poussières : 40 mg/Nm3 - HCN : < Seuil de détection - Composés CMR (poussières phytosanitaires) : < Seuil de détection - COV listés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2/02/1998 < Seuil de détection - COV de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 < Seuil de détection. <p>→ Périodicités : semestrielles.</p> <p>Etc...</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a analysé par sondage les résultats de l'autosurveillance des émissions atmosphériques au regard des articles 3.2.4.2 à 3.2.5.11 (valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques),</p> <ul style="list-style-type: none"> - et 9.2.1.2 à 9.2.1.11 (périodicité des mesures), <p>de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°D1-B1-15-176 du 18 février 2015.</p> <p>A la lecture des résultats, présentés par l'exploitant, l'inspection a constaté le non-respect a minima des articles 3.2.4.2 à 3.2.5.11 et 9.2.1.2 à 9.2.1.11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Cf. analyse de l'inspection.</p> <p>Par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - non-respect de la périodicité de suivi des poussières (A00, A01, A02,...), voire absence de mesures (PRCF04/C00, PRA32/A05), - conduits non-conformes : PRCF01/C00, PRF01/C02, PRF02/C02,... - non-respect de certaines valeurs limites en concentration : PRCF01/C00, PRA28/A07, PRF01/C02, PRA28/A07. <p>Toutefois, l'inspection relève également que les prescriptions ne seraient parfois pas en corrélation avec les substances potentiellement rejetées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - suivi de COV spécifiques pour un atelier qui n'utilise aucun solvant organique, - suivi des poussières pour une chaîne de conditionnement de produits liquides, - suivi des COV halogénés pour des ateliers qui n'en ont pas,

- etc...

Cf. analyse de l'inspection.

Concernant la caractérisation des rejets, l'inspection relève qu'une étude caractérisation des paramètres des émissaires a été prescrit à l'article 3.2.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'exploitant devait justifier de l'émission ou de l'absence d'émission des paramètres via une étude qualitative et/ou quantitative sous 12 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral.

-> Sauf erreur, cette étude n'a pas été remise à l'inspection.

Par ailleurs, l'inspection rappelle que l'arrêté ministériel du 02/02/98 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation s'applique de plein droit au site NUFARM de Gaillon. Ainsi, les rejets du site doivent respecter a minima les prescriptions des articles 27 et 59 ainsi que l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02/02/98 modifié, en ce qui concerne les valeurs limites des concentrations de polluants rejetés ainsi que les périodicités de mesure.

=>En conséquence, au regard des éléments précités, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter :

- * les dispositions de l'article 3.2.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation en remettant une **étude de caractérisation des paramètres des émissaires**,

- * les **valeurs limites des concentrations** dans les rejets atmosphériques les plus contraignantes:

- soit en respectant les dispositions des articles 3.2.4.2 à 3.2.4.11 l'arrêté préfectoral n°D1-B1-15-176 du 18 février 2015,

- soit en respectant les dispositions de l'article 27 et l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en ce qui concerne ses rejets atmosphériques et plus particulièrement les valeurs limites des concentrations de polluants rejetés,

- * **les périodicités de mesures** les plus contraignantes:

- soit en respectant les dispositions des articles 9.2.1.2 à 9.2.1.11 l'arrêté préfectoral n°D1-B1-15-176 du 18 février 2015,

- soit en respectant les dispositions de l'article 59 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en ce qui concerne ses rejets atmosphériques et plus particulièrement les valeurs limites des concentrations de polluants rejetés.

L'exploitant est invité à :

- 1) identifier, au regard des activités dans chaque atelier, les polluants potentiellement émis pour chaque conduit, en le justifiant,

- 2) confirmer l'identification des polluants potentiellement émis par des mesures (screenings),

- 3) transmettre à l'inspection une **étude de caractérisation des paramètres des émissaires**,

- 3) se positionner au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral n°D1-B1-15-176 du 18 février 2015 et de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié, concernant les :

- conditions de rejets : débit nominal de rejet, vitesse minimal d'éjection, teneur en O₂,... (articles 52 et 57 a minima),

- valeurs limites en concentration de polluants rejetés (article 27 et annexe III a minima),

- périodicités des mesures (article 59 a minima).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6mois

N° 2 : Dossier de réexamen

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/05/2017, article 515-71-I
Thème(s) : Risques chroniques, BREF WGC
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois.
Constats : L'inspection a relevé que le bref WGC est paru lundi 12 décembre 2022 au Journal Officiel. Ce BREF regroupe remplace désormais le BREF OFC (chimie fine organique) duquel relevait la société NUFARM. En conséquence, l'exploitant dispose d'un an à compter du 12 décembre 2022 pour remettre son dossier de réexamen. En tout état de cause, le BREF sera applicable à compter du 12 décembre 2026. Le BREF WGC devient donc le BREF de référence pour le site NUFARM de Gaillon.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet